

Roubaud (CGPME): "il n'y a pas de rapport direct entre baisse des charges et emploi"

16/01/2014 à 13h43



Jean-François Roubaud, le président de la CGPME, était l'invité d'Hedwige Chevrillon dans le Grand Journal ce 16 janvier. - DR

Le président de la CGPME s'est réjoui, ce 16 janvier, des annonces de François Hollande en faveur des entreprises. Il souligne toutefois qu'elles ne leur permettent pas encore de s'engager à embaucher.

2013 vient de s'achever, une annus horribilis pour les faillites d'entreprises. Plus 60.000 ont mis la clé sous la porte en 2013. Soit "250 par jour", s'est désolé Jean-François Roubaud, le président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises. Certaines, "toutes petites, à cause de dettes de 5.000 à 10.000 euros qu'elles ne pouvaient même plus honorer", s'est-il insurgé sur BFM Business ce jeudi 16 janvier.

Dans ce contexte, le représentant des PME martèle qu'il faut "permettre aux entreprises d'augmenter leur marge afin de renforcer leur capacité de résistance". De ce point de vue, il se réjouit des annonces de **François Hollande** de mardi.

"C'est vraiment un virage de voir la politique de l'offre, la production et les entreprises mises en avant". Certains restent pessimistes, ne voient pas comment traduire les annonces du président dans les faits. Pas lui: "essayons de jouer le jeu, de voir comment on peut faire".

Créer de la richesse avant de la redistribuer

En revanche, il est catégorique: "nous sommes incapables de nous engager sur des créations d'emplois". Les **contreparties que réclament le gouvernement** "pourront être autres", veut-il croire.

"Les PME n'emploient que quand les carnets de commandes augmentent. Il n'y a pas de rapport direct entre baisse des charges et emploi", a-t-il insisté. "En développant cette stratégie de l'offre, il est certain qu'on va embaucher davantage, mais il n'y a pas de rapport direct. La première étape est de restaurer les marges, c'est la seule logique. Il faut créer de la richesse avant de la redistribuer".

Celui qui parle au nom des dirigeants de petites et moyennes entreprises ne regrettera par ailleurs par le CICE, dont la disparition est quasi-actée. Il préfère une baisse des charges liée à la fin du paiement des **cotisations familiales** par les entreprises. Ces dernière n'ont, selon lui, "jamais saisi le concept du crédit impôt compétitivité recherche CICE et en quoi il leur faisait faire des économies".